

# Baccalauréat : vrai / faux, contre les idées reçues qui ont la vie dure ...

**1 : « Aujourd'hui, tout le monde a le bac »**

**FAUX**

En 2016, 79 % d'une génération accède au baccalauréat, une proportion quatre fois plus élevée qu'en 1970. On note donc qu'aujourd'hui encore, 20 % des jeunes ne vont pas jusqu'au baccalauréat. Et ce chiffre cache des inégalités sociales qui restent profondes : par exemple, si plus de 90 % des enfants de cadres supérieurs accèdent au baccalauréat, ce n'est le cas que de 65 % des enfants d'ouvriers (et même à peine 40 % des enfants d'ouvriers non-qualifiés). **L'urgence n'est-elle pas plutôt de lutter contre cette inégalité des chances persistante ?**

**Mais c'est vrai, l'accès au baccalauréat s'est démocratisé : faut-il déplorer cette ouverture croissante ?** Faut-il revenir plus de 40 ans en arrière, à une époque où l'immense majorité des jeunes arrêtaient les études avant le lycée, pour entrer dans la vie active avec très peu de diplômés ? Serait-ce vraiment une bonne idée, dans un monde où les enjeux politiques et les évolutions de l'économie sont de plus en plus complexes ? Faire en sorte qu'un maximum de jeunes aille au moins jusqu'au bac, en s'appropriant ainsi des connaissances de champs multiples, qui leur permettront d'être des citoyens et des citoyennes éclairé.e.s, réfléchi.e.s, critiques : éclairés, réfléchis, critiques : est-ce une ambition à laquelle il faut renoncer ?

*On dit souvent que l'examen du baccalauréat est devenu « trop facile ». Il est vrai que les taux de réussite sont très élevés. Pourtant, n'oublie-t-on pas, en s'en tenant là, la complexité croissante du contenu des programmes, dans de nombreuses disciplines ? Avons-nous vraiment conscience de la masse de savoirs précis et rigoureux que les élèves doivent maîtriser, et des savoir-faire pointus qu'ils doivent mettre en œuvre ? Le « niveau » des exigences formelles du baccalauréat ne cesse d'augmenter dans beaucoup de disciplines, alors que les conditions d'enseignement se dégradent. N'est-ce pas cette double contrainte qui ensuite donne le sentiment d'être « laxiste » face à ce que les élèves ont vraiment pu acquérir ? Cependant, on ne peut pas négliger la réalité des « pressions » sur la notation au baccalauréat (au-delà de la nécessaire, et légitime, harmonisation des critères de correction). On peut réfléchir sur la pertinence des grilles de notation qui sont appliquées dans telle ou telle discipline, sur le poids respectif des coefficients, etc. Mais l'institution devrait surtout cesser d'utiliser la notation des épreuves du baccalauréat comme outil de pilotage du système.*

**Ce qui est certain, en revanche, c'est que le projet affiché par le ministère, à savoir faire passer l'essentiel du baccalauréat en contrôle continu, ne réglera pas le problème, bien au contraire !**

## 2 : « Aujourd'hui, le bac ne vaut plus grand-chose sur le marché du travail »

### FAUX

Il est vrai que les jeunes, même avec des diplômes, sont durement frappés par le chômage et les emplois précaires. Mais faut-il rappeler que **ce n'est pas l'école qui crée ou détruit des emplois, et que ce n'est pas non plus l'école qui décide d'embaucher les jeunes en contrats précaires ?** Si le diplôme protège moins les jeunes qu'avant face au chômage et à la précarité, c'est parce que les entreprises ne créent pas assez d'emplois, et préfèrent leur imposer la flexibilité !

Mais en fait, **entrer sur le marché du travail en n'ayant « que » le bac est déjà une forme de protection relative contre le chômage** : en 2010, si 17% des jeunes actifs n'ayant que le bac sont au chômage, c'est le cas de 40% des jeunes non-diplômés. 57% des bacheliers ont un « accès rapide à l'emploi », contre seulement 24% des non-diplômés. Et le baccalauréat reste une référence incontournable, et sécurisante, dans les grilles salariales de nombreuses conventions collectives. Bien sûr, les salaires restent souvent faibles en début de carrière, même pour les diplômés. Et certaines conventions collectives ne font plus référence aux diplômes pour déterminer les salaires (mais seulement aux « compétences »). Mais là encore, est-ce une preuve de l'inutilité des diplômes ? Non, cela montre simplement que **les entreprises cherchent à casser les garanties collectives dont disposent les salariés (les jeunes, et les autres) pour ne pas se retrouver seuls dans la négociation de leur salaire**. La « valeur » du diplôme n'existe jamais dans l'absolu : elle doit être imposée dans le rapport de force avec les employeurs !

Et puis surtout, le bac est avant tout un tremplin vers les études supérieures, et il n'y a pas photo : **plus les jeunes accèdent à un diplôme élevé, moins ils subissent le chômage, et plus ils accèdent à des emplois qualifiés**, dès le début de carrière ou plus tard (justement parce qu'ils ont un diplôme, qui leur permet de bénéficier plus efficacement de la formation continue).

Source : Cereq, <i>Quand l'école est finie</i> , 2014	Proportion de jeunes qui sont devenus <b>cadres ou professions intermédiaires</b> après 3 ans de vie active, en fonction du diplôme le plus élevé obtenu (%)	Taux de <b>chômage</b> après 3 ans de vie active, en fonction du diplôme le plus élevé obtenu (%)
Aucun diplôme	18	40
Baccalauréat	31	17
Bac +2	68	14
Bac +3	77	11
Bac +5	93	10
Doctorat	98	6

**Le bac reste donc un passeport indispensable pour espérer, à terme, une insertion professionnelle satisfaisante. Le bac est peut-être « de moins en moins suffisant », mais il est incontestablement « de plus en plus nécessaire » !**

Bien sûr, il est certain que le baccalauréat n'ouvre plus, aujourd'hui, à des emplois aussi qualifiés que par le passé, alors même que son contenu est devenu globalement plus exigeant. Autrement dit, alors que le baccalauréat pouvait suffire pour certains emplois à une époque, ce n'est plus le cas

aujourd'hui. Mais ce n'est pas une preuve d'une dégradation de la valeur du baccalauréat, ou plus largement des diplômes : c'est peut-être simplement la preuve de l'évolution des métiers !

C'est vrai, « avant », pour être mécanicien automobile, un CAP pouvait suffire, alors que maintenant il faut un bac professionnel : mais le métier de mécanicien automobile est-il vraiment le même qu'avant ? Les savoirs à maîtriser ne sont-ils pas plus nombreux et plus pointus, en lien avec les incessantes évolutions des technologies ? Donc si le bac professionnel, aujourd'hui, débouche sur des métiers pour lesquels le CAP était suffisant il y a quelques décennies, c'est peut-être tout simplement parce que ces métiers sont devenus plus exigeants. Et de même, il fut un temps où les enseignants étaient recrutés avec uniquement le bac, ce qui n'est plus possible aujourd'hui : mais enseignant aujourd'hui, est-ce le même métier qu'enseignant il y a 50 ou 60 ans ? N'y a-t-il pas une masse de savoirs (disciplinaires et pédagogiques) beaucoup plus importante à maîtriser aujourd'hui pour exercer cette profession ? Faut-il considérer qu'être enseignant en ayant un diplôme à bac+3 ou bac+5, c'est être « surqualifié » pour le métier, puisqu'à une époque on pouvait être recruté au niveau bac ?

Donc oui, le baccalauréat n'est plus suffisant pour de très nombreux métiers pour lesquels il était une porte d'accès directe auparavant. Mais **cela ne signifie pas que la valeur du baccalauréat a diminué : cela veut peut-être simplement dire que si les noms des métiers restent les mêmes, leur contenu évolue, se complexifie, et évolue sans cesse**. Il est donc logique qu'il faille des diplômes plus élevés qu'avant pour exercer des métiers qui ont évolué, même s'ils n'ont pas changé de nom, et pour s'adapter aux mutations permanentes de ces métiers.

Le diplôme n'est pas qu'un bout de papier : il atteste d'un niveau de connaissances acquis par les individus, et les connaissances nécessaires pour exercer aujourd'hui la plupart des métiers, même ceux qu'on pense « peu qualifiés », ne cessent d'augmenter. Et les entreprises le savent bien : si elles embauchent des gens diplômés, même pour des postes « peu qualifiés », c'est bien pour bénéficier des savoirs et des savoir-faire acquis par les jeunes à l'école (même si elles ne rémunèrent pas forcément ce surplus de savoir qu'elles utilisent pourtant).

### **3 : « Le bac est trop complexe et évalue mal les élèves »**

#### **FAUX**

Ce discours est répété à l'envi par un certain nombre de commentateurs ou dirigeants politiques : il paraîtrait même que, là comme ailleurs, la France serait une « exception » par rapport à ses voisins européens, ou plus largement aux pays de l'OCDE. Mais c'est faux, et c'est le CNET\* qui le dit : « *Au milieu des années 1990, la très grande majorité des pays laissaient aux écoles la possibilité de délivrer un titre certifiant « maison » uniquement fondé sur le contrôle continu en cours d'année par les enseignants. Désormais, le modèle français du baccalauréat est devenu dominant dans l'OCDE* ». Le CNET\* explique d'ailleurs que c'est la forme des tests nationaux qui permet le mieux de faire progresser les élèves, tout en diminuant les inégalités, puisqu'il y a obligation de suivre un même programme pour des exigences communes. Et ça marche : « le baccalauréat français qui embrasse un champ très large de matières et propose aux élèves une multiplicité d'épreuves complexes correspond bien aux formes d'évaluations qui peuvent avoir un effet bénéfique sur les résultats des élèves ».

Il est donc faux de dire que le bac évaluerait mal les élèves : au contraire, il permet d'être exigeant sur la maîtrise d'un grand nombre de domaines de connaissances (ce qui n'interdit pas d'améliorer, quand c'est nécessaire, la nature des épreuves).

\**CNESCO : Conseil national d'évaluation du système scolaire.*

#### **4 : « L'orientation post-bac se fait avant le bac, par le contrôle continu »**

##### **FAUX**

Certains disent que les épreuves qui déterminent si, début juillet, le candidat obtient ou non le diplôme, n'auraient plus vraiment d'importance dans la poursuite d'étude des élèves, puisque cette poursuite d'études se « joue » en grande partie sur les notes moyennes des deux premiers trimestres, seules prises en compte dans la procédure APB : les épreuves du baccalauréat n'auraient donc plus vraiment de sens, dans la mesure où **c'est le contrôle continu qui détermine les poursuites d'études.**

Mais c'est une illusion d'optique ! Si les établissements de l'enseignement supérieur recrutent les candidats sur la base de leurs notes des deux premiers trimestres de terminale, cela n'est possible que parce qu'il y a, à la fin de l'année, un **examen national** : c'est, pour les établissements « recruteurs », **la garantie que ces notes de contrôle continu ont de la « valeur »**. En effet, c'est la garantie que **les élèves sont évalués, au cours de l'année, sur la base d'un même programme, et en préparation d'un même examen** : étant tous évalués au regard des mêmes critères dans l'année, on peut se fonder sur leurs moyennes pour décider de les recruter ou non. Sans l'examen terminal, les établissements recruteurs seraient amenés à se « méfier » de la « réputation » de tel ou tel établissement (« surnotant » ses élèves ou, au contraire, ayant des exigences trop élevées...). L'examen national, terminal et anonyme, reste le fondement incontournable de la **confiance** que l'on peut accorder aux dossiers des candidats ! Dès que l'on remplace des épreuves terminales par du contrôle continu, cette confiance disparaît, et c'est le règne du « diplôme maison » : le baccalauréat n'aurait plus, alors, la même valeur sur tout le territoire !

#### **5 : « Le fort taux d'échec à la fac montre que le bac prépare mal les lycéens à l'Université »**

##### **FAUX**

Le ministre explique que 60% des bacheliers qui vont à l'Université ne valident pas leur 1ère année d'étude, ce qui montrerait que le baccalauréat prépare mal à la poursuite d'études. Ce raccourci qui mélange tout est pour le moins intellectuellement malhonnête.

D'abord, tous les bacheliers ne vont pas à l'université : 52% des bacheliers généraux s'y inscrivent après le bac, mais seulement 20% des bacheliers technologiques, et 7,5% des bacheliers professionnels. Autrement dit, 8 bacheliers technologiques sur 10, et plus de 9 bacheliers professionnels sur 10, ne vont pas à l'université. **Les parcours à l'université ne sont donc qu'un indicateur très imparfait de la capacité du baccalauréat à préparer aux études supérieures.**

Ensuite, **il est abusif d'appeler « échec en L1 » tous les « non-passages en L2 »**. Un quart des bacheliers généraux inscrits à l'université, et plus de la moitié des (rares) bacheliers technologiques et professionnels inscrits à l'université « sortent de l'université » après la L1 : mais ça ne veut pas dire qu'ils arrêtent les études ! Ils se réorientent souvent vers un BTS, un DUT, une école paramédicale ou une formation en travail social... Est-ce de « l'échec » ? Ou bien l'université était-

elle avant tout pour ces étudiants un moyen « d'attendre » pour trouver une place plus en lien avec leurs souhaits ? En réalité, sur 100 bacheliers qui s'inscrivent en Licence, 5 ans plus tard, 60 ont obtenu au moins un bac+2 (dans la licence concernée, ou une autre, ou après réorientation), et 20 sont encore en train d'étudier. : « L'échec » à obtenir un diplôme du supérieur concerne 20% des bacheliers qui s'inscrivent en Licence, ce qui certes déjà trop, mais ne correspond pas aux chiffres les plus médiatisés.

Un certain nombre de bacheliers partent en Licence pour « tenter leur chance », même si le risque d'échec est fort. Cette tactique n'est pas réservée aux bacheliers technologiques ou professionnels : à peine 15% des étudiants en 1ère année de médecine (essentiellement des bacheliers S) passent en 2ème année, et la majorité de ceux qui sont partis en médecine après le bac se réoriente au bout de deux ans... Cet « échec »-là serait-il plus tolérable ? Si on accepte que des jeunes « tentent leur chance » en médecine quitte à se réorienter massivement ensuite, pourquoi le refuser aux autres ? Et si « l'échec » en L1 est une preuve de l'inadéquation du baccalauréat à l'enseignement supérieur, faut-il en déduire que le bac S prépare très mal aux études de médecine ?

Visiblement, le ministère, qui veut instaurer **des « prérequis » (euphémisme pour « sélection »)** à l'entrée de l'Université, ne vise pas tous les bacheliers... **Les bacheliers technologiques et professionnels, massivement issus des classes populaires, auraient-ils moins le droit de faire des études que les bacheliers « mieux nés » ?**